



15ème législature

Question N° : 39620	De M. Martial Saddier (Les Républicains - Haute-Savoie)	Question écrite
Ministère interrogé > Agriculture et alimentation		Ministère attributaire > Agriculture et alimentation
Rubrique >aquaculture et pêche professionnelle	Tête d'analyse >Inquiétudes des moniteurs-guides de pêche	Analyse > Inquiétudes des moniteurs-guides de pêche.
Question publiée au JO le : 22/06/2021 Question retirée le : 10/08/2021 (fin de mandat)		

Texte de la question

M. Martial Saddier attire l'attention de M. le ministre de l'agriculture et de l'alimentation sur les inquiétudes formulées par les moniteurs-guides de pêche. Depuis 2002, pour exercer la fonction de moniteur-guide de pêche, le diplôme d'État BPJEPS pêche de loisirs est requis pour pratiquer en eaux douces. Le diplôme unité capitalisable complémentaire est, quant à lui, nécessaire pour l'accompagnement et l'encadrement de la pêche de loisir en milieu maritime. À cela s'ajoute la détention d'une carte professionnelle d'éducateur sportif délivrée par le préfet, après contrôle, avant, pendant la formation et tout au long de la vie de l'éducateur sportif déclaré, de son casier judiciaire n° 2 et sur les faits de droit commun, mais aussi sur la pédophilie, l'alcoolémie et l'usage du stupéfiant. Depuis 4 ans, les moniteurs-guides de pêche subissent une concurrence forte émanant de plateformes collaboratives à la pêche de loisir et sportive. Ces dernières mettent en relation contre rémunération (sous formes d'adhésions forfaitaires au mois) des propriétaires de bateaux qui sont des non professionnels et des particuliers pour aller contre rémunération à la pêche en bateau ou du bord en eaux douces comme en milieu maritime. Or ces non professionnels n'ont pas reçu la formation ni la qualification d'État alors qu'ils exercent les mêmes missions que celles confiées aux éducateurs sportifs monitrices et moniteurs-guides de pêche. À la concurrence déloyale s'ajoute un risque en matière de sécurité des personnes transportées. Il souhaite donc connaître les mesures que le Gouvernement envisage pour rassurer les moniteurs-guides de pêche.